

Ouvrir les portes des places financières asiatiques

Les établissements financiers suisses peinent à accéder aux grands marchés asiatiques que sont la Chine, l'Inde et le Japon. La Suisse œuvre aux niveaux multilatéral et bilatéral pour une ouverture et l'intégration de ces marchés dans le système financier global.

Peter Stutz

Abrégé Les grandes banques et assurances suisses misent sur l'Asie. Elles y gagnent déjà un franc sur six. Rien d'étonnant à cela, car les pays d'Asie connaissent une ascension constante depuis les années soixante. Le Japon et les Dragons asiatiques ont ouvert la voie. Aujourd'hui, la Chine est en passe de devenir la puissance économique dominante du XXI^e siècle, déplaçant ainsi vers l'est le centre de gravité des marchés financiers mondiaux. La place financière suisse s'efforce quant à elle de participer à la croissance de ces marchés. Si son positionnement est favorable, la Chine, le Japon et l'Inde restent des marchés difficiles d'accès. Raison de plus pour la Suisse de s'engager tant au niveau bilatéral que multilatéral afin de préserver ses intérêts et ceux de sa place financière.

La couverture du dernier rapport de gestion d'une grande banque suisse offre au lecteur une vue au-delà du plus haut gratte-ciel de Hong Kong vers l'ouest et le port Victoria. La voie maritime qui sépare l'île de Hong Kong du continent voit passer un tiers du transport maritime international de marchandises. Au nord, on trouve les deuxième et troisième économies les plus puissantes du monde, la Chine et le Japon ; au sud, en passant par le détroit de Malacca et Singapour, on arrive en Inde, la sixième économie de la planète. Entre deux s'étendent l'Indonésie, dont la population est la quatrième plus nombreuse au monde, ainsi que les économies émergentes de l'Asie du Sud-Est.

Le choix de cette image n'est pas dû au hasard : les banques et les assurances suisses misent sur l'Asie. Car la région Asie-Pacifique remporte la palme de tous les superlatifs dans le domaine financier. Cette zone héberge notamment les cinq plus grandes banques du monde, quatre des dix marchés financiers les plus importants du globe et quatre des dix principaux marchés boursiers et assurantiers. Elle héberge aussi un nombre de grosses fortunes en forte progression : un mil-

lionnaire sur quatre vit aujourd'hui en Asie. Les applications fintech y sont aussi le plus utilisées.

L'ascension de l'Asie

L'émergence (ou réémergence) asiatique a débuté au Japon, qui a connu une croissance économique fulgurante dans les années soixante. C'est à cette époque que fut notamment fondée la Banque asiatique de développement (BAD), régionale et multilatérale – dont le Japon est le principal contributeur. Au sein du Fonds monétaire international (FMI), le Japon est rapidement devenu le deuxième plus important détenteur de parts. Lorsque la société immobilière du groupe Mitsubishi rachète le Rockefeller Center à New York à la fin des années quatre-vingt, l'ascension du Japon semble inexorable. Outre le Japon, le « miracle économique est-asiatique » est porté par Hong Kong, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan. Les dix pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Anase, également connue sous son acronyme anglais Asean) génèrent désormais 3 % de la création de valeur mondiale et cherchent à rapprocher les marchés financiers de la région.

La Chine, dont la politique de réforme et d'ouverture a débuté dans les années quatre-vingt, a dépassé le Japon en 2010, hissant son économie au deuxième rang mondial, juste derrière les États-Unis. La République populaire vise également un rôle de premier plan sur la scène financière internationale : elle est devenue le troisième plus gros contributeur du FMI et, au moins depuis sa présidence du G20 voici deux ans, figure parmi les membres les plus influents de ce club d'États exclusif. La

Hong Kong constitue souvent
une étape importante pour les
affaires bancaires suisses avec
la Chine.



Chine a encore posé d'autres jalons avec l'inclusion du renminbi dans le panier des devises du FMI en 2016, puis l'intégration des actions négociées sur le territoire chinois dans l'indice MSCI des marchés émergents en 2018. La Chine encourage par ailleurs l'intégration des marchés financiers régionaux à travers la « Belt and Road Initiative » (ou « Nouvelle route de la soie »). Dans cette optique, elle a notamment créé en 2015 la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (Asian Infrastructure Investment Bank, AIIB), instrument multilatéral et régional. D'autres instances et organisations régionales dirigées par la Chine sont en cours de gestation, par exemple pour le développement de normes dans le secteur financier.

L'Inde n'est jusqu'à présent pas parvenue à exploiter pleinement son potentiel. Sa population compte néanmoins aujourd'hui plus de 1,3 milliard d'habitants, ce qui place le pays parmi les acteurs majeurs de la scène internationale et représente aussi un marché à fort taux de croissance.

Du point de vue helvétique, l'essor de Hong Kong et de Singapour, devenus des centres financiers internationaux, est aussi particulièrement intéressant. Si la grandeur des indicateurs financiers de la Chine, de l'Inde et du Japon n'étonne guère au regard de leur population, de leur performance économique et de la concentration du marché, Hong Kong et Singapour se démarquent par leur spécialisation très aiguisée dans le secteur des services financiers. Ces deux États se situent sur de grands axes du commerce international, sont stables, disposent d'institutions fortes et de systèmes juridiques rigoureux, ainsi que d'une main-d'œuvre hautement qualifiée – des caractéristiques qui ne sont pas sans rappeler celles de la Suisse.

Des obstacles conséquents

La place financière helvétique participe à la croissance des grandes économies asiatiques. L'accès à ces marchés reste toutefois semé d'embûches. Les revenus des services financiers (sans les assurances) provenant d'Asie n'ont ainsi représenté l'an dernier qu'environ 3 % de toutes les recettes étrangères dans la balance suisse des paiements¹. Près de 70 % de ces revenus pro-

viennent de Hong Kong et de Singapour, tandis que la Chine et le Japon y contribuent à hauteur de 8 % chacun, et l'Inde à hauteur de 2 % seulement. En 2017, les assurances suisses ont généré près de 10 % de leurs recettes étrangères en Asie, dont 30 % en Chine et au Japon, 12 % à Singapour et 3 % à Hong Kong. L'Inde fait ici aussi figure de lanterne rouge, avec 2 % seulement.

Ces chiffres montrent qu'il est difficile, en particulier pour les banques suisses, de fournir des services aux clients japonais, chinois et indiens. Tandis que les contrôles de la circulation des capitaux compliquent les opérations transfrontalières dans les cas de la Chine et de l'Inde, les services aux clients japonais depuis la Suisse sont en grande partie restreints par la législation nipponne sur les marchés financiers.

Les banques et les assurances suisses ont donc commencé relativement tôt à s'établir physiquement en Asie. Il existe toutefois aussi des restrictions sur place. Ainsi, tant en Chine qu'en Inde, il n'est possible de fonder une banque qu'avec la participation d'investisseurs locaux. De plus, les banques qui ont des actionnaires étrangers sont en partie défavorisées par rapport aux concurrents locaux lors de l'octroi de licences et d'autorisations. En Chine, par exemple, la part de marché des banques étrangères est inférieure à 1 % et évolue à la baisse depuis des années. Dans le secteur assurantiel, elle reste constante à 4,5 % depuis longtemps. En outre, seulement 2 % des actions chinoises sont en possession d'investisseurs étrangers, un pourcentage qui est encore plus bas pour les obligations.

Malgré cela, les grandes banques et les grandes compagnies d'assurance suisses gagnent actuellement un franc sur six en Asie, et elles y emploient 15 % de leur personnel. Singapour et Hong Kong leur servent de tremplin pour accéder aux grandes économies régionales.

À l'inverse, les établissements financiers asiatiques ont jeté des têtes de pont en Suisse, qui accueille 16 banques d'origine asiatique. Depuis l'ouverture en 2016 d'une représentation de la China Construction Bank (CCB) à Zurich, il est possible d'effectuer des paiements en renminbis en Suisse. Deuxième plus grande institution chinoise, l'Industrial and Construction Bank (ICBC) a également ouvert cette année une filiale sur les bords de la Limmat.

¹ BNS (2017), Balance des paiements de la Suisse – Balance des transactions courantes.

La diplomatie comme outil

Le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI) s'engage en faveur des intérêts de la Suisse et de la place financière helvétique en Asie. Il met l'accent sur la prise en compte des normes internationales dans l'intégration régionale des marchés financiers, la préservation de la stabilité financière face à l'importance croissante des marchés asiatiques pour le système financier mondial, ainsi que l'amélioration des conditions cadres pour l'accès au marché.

Au niveau multilatéral, la Suisse est à la tête d'un groupe de vote au FMI qui compte notamment les États d'Asie centrale, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Elle est également membre de la BAD et de l'AIIB. L'année passée, elle a pris part au plus haut niveau au premier « Belt and Road Forum » à Pékin. La Suisse s'engage, aussi bien dans le cadre des institutions financières traditionnelles (FMI et Banque mondiale) qu'au sein des institutions régionales (ADB et AIIB), pour que l'intégration des marchés asiatiques en croissance soit le résultat d'un processus ordonné et réponde à des normes strictes. La Suisse n'étant liée à aucun bloc géopolitique, elle peut intervenir de manière efficace et crédible.

Au niveau bilatéral, la Suisse entretient un dialogue financier régulier avec les autorités partenaires en Chine, à Hong Kong, en Inde, au Japon et à Singapour. Ces contacts sont l'occasion de procéder à des échanges de vues et d'expérience lors desquels la collaboration dans

des domaines d'intérêt réciproque est également approfondie. Les discussions se concentrent sur les développements du système financier mondial, sur la politique en matière de marchés financiers, ainsi que sur le positionnement dans les forums financiers internationaux. Ces contacts bilatéraux sont par ailleurs l'occasion d'exprimer les préoccupations de l'industrie financière, en particulier en ce qui concerne l'accès au marché et les conditions juridiques prévalant en Asie. Le chef du Département fédéral des finances Ueli Maurer s'est ainsi rendu en Asie en avril 2017, accompagné par des représentants de haut rang de la place financière helvétique, afin de promouvoir la collaboration concrète tant au niveau étatique que de l'économie privée.

La Suisse soutient et participe à l'ouverture et à l'intégration des marchés financiers asiatiques dans le système financier mondial. En dépit du récent regain de tendances protectionnistes, les marchés asiatiques s'efforcent de poursuivre leur politique d'ouverture et de récolter les fruits de la mondialisation. La Suisse s'engagera à l'avenir également pour qu'elle-même et sa place financière puissent tirer parti des opportunités qui en découlent.



Peter Stutz

Collaborateur scientifique, Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI), Berne